

Georges Pompidou

Discours devant l'UNESCO

L'universalité de la culture



La collection « Œuvres choisies », dirigée par Émilie Robin, rassemble les grands textes de Georges Pompidou dans un format accessible.

Déjà parus :

n° 1 : Girondas – Nouvelle

n° 2 : Discours de Chicago – La crise des civilisations

n° 3 : Discours des Renardières – Les enjeux énergétiques

n° 4 : Poésie et politique – Causerie

n° 5 : Discours de Saint-Flour – De la politique agricole

n° 6 : Congrès de morale médicale – Le médecin et le politique

n° 7 : Le nœud gordien – L’avenir

n° 8 : Discours de Toulouse – Le but de la politique

n° 9 : Discours de San Francisco – La jeunesse

n° 10 : Discours devant l’UNESCO – L’universalité de la culture

À venir :

n° 11 : Discours de Savigny-les-Beaune – Autoroutes et transports

n° 12 : Discours d’Albi – L’enseignement secondaire

n° 13 : Congrès de Nice – L’actualité de Baudelaire

n° 14 : De l’urbanisme – Inauguration de Villagexpo

n° 15 : Discours à l’Assemblée nationale – La crise de mai 1968

n° 16 : Discours aux associations familiales – Société et individu

n° 17 : Discours de Poitiers – La régionalisation

n° 18 : Discours à Sciences Po – Gouverner les Français

Monsieur le Président,
Monsieur le directeur général,
Mesdames, messieurs,

LORSQUE FUT SIGNÉE À LONDRES, le 16 novembre 1945, la convention créant l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, il s'agissait avant tout d'apporter, sur le plan intellectuel, une contribution aussi étendue que possible à l'œuvre de paix entreprise par les Nations unies. Dans un monde déchiré par un conflit dont les causes étaient autant idéologiques qu'économiques et politiques, il importait de développer la compréhension entre les hommes en facilitant l'échange des idées, en s'attachant à traduire dans les faits l'idéal démocratique de dignité, d'égalité, de respect de la personne humaine, en assurant enfin la diffusion de la culture, l'accès de tous à l'éducation et au progrès des sciences.

Pour cela, il fallait d'abord que la nouvelle Organisation se dotât d'une structure solide. C'est ce qui a conduit à créer des commissions nationales, organismes de liaison entretenant des contacts avec des éducateurs, savants,

écrivains et artistes de chaque pays. Ces commissions constituent aujourd'hui, dans de nombreux cas, autant de voies d'accès aux diverses sources nationales de la science et de la culture.

Il fallait également atteindre ces mêmes milieux par l'intermédiaire des organisations scientifiques ou culturelles existantes et en susciter de nouvelles, dans le domaine des sciences sociales et humaines par exemple.

Cette œuvre a été pour l'essentiel accomplie, même si certaines de ces organisations doivent encore étendre leurs assises territoriales et si le secrétariat de l'UNESCO doit coopérer plus étroitement que par le passé avec les commissions nationales, les organisations non gouvernementales et les corps intermédiaires. Car il s'agit d'organiser la diversité, non de la réduire à une unité bureaucratique.

Mais par-delà les rencontres d'intellectuels et le brassage des idées, l'UNESCO se devait aussi de prendre en charge des actions précises, et au premier rang de celles-ci l'assistance technique. Non contente de réaliser des projets pilotes d'importance limitée, votre Organisation a pu, à partir de 1960, se lancer dans des actions de plus grande envergure : aide à la formation des maîtres, au développement de l'enseignement des sciences, lutte contre l'analphabétisme.

L'entreprise était indispensable car nous savons tous que le succès de la lutte contre le sous-développement ne dépend pas seulement de la générosité du cœur ou de

l'efficacité de mesures économiques, mais aussi du progrès des connaissances, du développement de l'éducation, de l'aptitude à faire un judicieux usage de la nature et de la technique.

Ainsi l'UNESCO concourt-elle à permettre aux nations du Tiers-Monde de fonder leur indépendance sur des bases solides ou réelles.

MAIS APRÈS CE RETOUR AUX SOURCES, il faut songer à l'avenir. L'UNESCO a bien compris qu'il convenait d'établir des programmes propres à chaque pays dans le souci d'améliorer la coordination de tous les organismes intéressés – sur le plan national ou international – et de conjuguer harmonieusement les aides multilatérales et bilatérales entre chaque État demeure maître de choisir les priorités qu'il entend adopter.

Désormais, apparaît également la nécessité de donner le pas à la qualité sur la quantité et d'ajuster l'action aux besoins réels. À quoi serviraient en effet éducateurs et spécialistes sans débouchés à leur offrir ? C'est l'une des tâches de votre Organisation d'étudier les problèmes d'adaptation permanente. Aussi ne peut-on qu'approuver les vues du Directeur général qui propose de faire de la rénovation de l'éducation le thème essentiel de votre activité dans les années à venir.

Dans le domaine de la coopération scientifique, de grands projets voient également le jour. Je me bornerai à citer le programme relatif à la conservation des ressources naturelles et à l'amélioration de l'environnement.

Mais cette coopération internationale, ne l'oublions pas, doit être universelle ; elle implique la participation de tous les pays, même des moins favorisés. L'écart qui les sépare des autres ne pourrait que s'élargir s'ils n'avaient pas les moyens d'accéder par eux-mêmes au développement scientifique et au progrès des connaissances.

Dans le domaine de la culture, l'UNESCO s'est consacrée à la recherche et à la découverte des civilisations que l'on pouvait croire disparues, à la sauvegarde des trésors de l'homme illustrée hier par le sauvetage du temple d'Abou-Simbel, aujourd'hui par la campagne entreprise en faveur de Venise. Dans son ardeur prospective, l'UNESCO s'attaque maintenant au problème du développement culturel qui n'est plus lié aux besoins et aux aspirations d'une élite, mais à la création et à la conservation d'un patrimoine collectif revendiqué par chaque individu comme un droit.

À cet égard, en décrétant que l'année 1972 serait l'Année internationale du Livre, l'UNESCO a pris une initiative dont je tiens à souligner l'importance : le livre est, et doit demeurer l'instrument privilégié de la pensée.

J'évoquerai enfin un secteur où l'UNESCO a également une grande tâche à réaliser : le développement des moyens d'information fait naître, pour l'homme et son autonomie, des dangers d'une dimension nouvelle. Les satellites d'information aboliront les frontières et feront pénétrer les messages qu'ils transmettent dans tous les foyers. Je sais que votre Organisation songe à la mise en œuvre d'une déclaration de principe régissant l'emploi des communications spatiales, projet qui pourrait être destiné à servir de fondement aux arrangements internationaux que nous appelons de nos vœux.

Voilà donc, messieurs, à la fois un bilan positif et un programme ambitieux. Comment vous dissimulerais-je cependant les difficultés qui vous guettent et découlent d'une évolution que vous avez précisément pour tâche de favoriser ?

L'interpénétration des continents et des peuples grâce aux moyens modernes de transmission et de communication ainsi que le désir de tous les pays de s'approprier et d'utiliser les techniques de la civilisation industrielle moderne devraient conduire logiquement à l'uniformisation des sociétés humaines, sinon dans leur organisation juridique, laquelle n'est en fin de compte qu'un épiphénomène, du moins dans leur mode de vie et dans leur comportement. Mais l'expérience nous montre non seulement qu'il est difficile et parfois hélas illusoire de prétendre combler rapidement le retard des peuples en voie

de développement, mais surtout que beaucoup de peuples se refusent à l'assimilation. Au moment même où l'homme économique se comporte ou cherche à se comporter partout de la même manière, les groupes raciaux, nationaux, religieux, affirment avec plus de vigueur que jamais leur personnalité, parfois même s'opposent les uns aux autres avec violence. Dans le domaine qui est le vôtre, nous constatons que l'unicité scientifique et technique n'entrave en rien une tendance accrue à la diversité culturelle, artistique et linguistique.

Qu'il s'agisse partiellement d'une réaction de continents entiers contre l'homme européen qui domina le XIX^e siècle et qui est le père de la révolution scientifique et technique, même si c'est ailleurs que celle-ci a connu ses développements les plus récents et les plus impressionnants, est probable. Mais ne constatons-nous pas en Europe même, en dépit des progrès accomplis ou tentés vers l'unité économique, voire politique, un réveil simultanément des particularismes locaux ? Ne découvrons-nous pas dans certaines manifestations de la société américaine une sorte de retour à des sources indiennes pourtant bien oubliées et systématiquement asséchées ? N'y a-t-il pas là une réaction plus profonde et plus générale que la réaction des anciens colonisés contre les anciens colonisateurs et comme une sorte de réflexe élémentaire de défense contre la fabrication d'un *homo sapiens* interchangeable ?

J'ai déjà eu l'occasion de dire que votre tâche ne pouvait être de chercher à répandre une culture universelle, mais au contraire d'aider à greffer sur le tronc commun des connaissances les multiples cultures que l'humanité a conçues ou concevra. Entre l'intelligence et l'instinct, le certain et l'incertain, le connu et l'inconnu, il existe et continuera d'exister des marges immenses que les peuples ont cherché à combler chacun à sa manière. Il serait aussi vain de vouloir les supprimer que de prétendre les remplir à l'identique.

MAIS PEUT-ÊTRE Y A-T-IL PLUS GRAVE. La création de l'UNESCO a répondu à la conviction que l'éducation, la science et la culture constituaient pour l'humanité des bienfaits irremplaçables et qu'il importait d'en faire profiter tous les hommes. Or voici que ces notions sont elles-mêmes mises en accusation.

La science n'est pas seulement connaissance, elle est aussi mère d'applications pratiques innombrables, à partir desquelles s'est créée la civilisation technique dont les progrès, en même temps qu'ils apparaissent sans limites, sont présentés par certains comme facteurs d'aliénation. La culture, ou du moins ce que nous appelons ainsi, est considérée comme un sous-produit favorisant lui aussi l'aliénation. Quant à l'éducation, elle est accusée de n'être que le fourrier d'une science et d'une culture refusée.

En dépit des conclusions sommaires de ceux qui identifient ces critiques avec celles du capitalisme, il suffit de regarder les sociétés dites socialistes les plus évoluées pour constater qu'en dépit des contraintes, les mêmes causes produisent partout les mêmes effets et que les divergences sur les systèmes sociaux, pour importantes qu'elles puissent être, ne peuvent empêcher des réactions convergentes dans toutes les sociétés ayant atteint un niveau industriel élevé. En fait, ces réactions ressemblent aux manifestations de rejet telles qu'on les décèle dans les greffes d'organes.

Les progrès de la science qui engendre le progrès technique, lequel engendre la production de masse, laquelle à son tour engendre nécessairement la consommation de masse, serait-il, quoique né de l'esprit humain, ressenti par notre organisme comme une sorte de corps étranger mal toléré, voire intolérable à partir d'un certain degré ? Certaines formes de contestations n'impliquent-elles pas obscurément la tentation de la barbarie au sens où l'entendaient les Anciens ? Mais cette fois les barbares ne seraient plus extérieurs comme ils l'étaient à la Grèce ou à l'Empire romain, ils aspireraient à naître au cœur même de nos sociétés, pour les détruire de l'intérieur.

Il n'y a pas là matière à conclusion superficielles. Le temps ne ramènera pas l'ordre des anciens jours. Les formes les plus inattendues, parfois choquantes, souvent enfantines, que revêt cette mise en cause d'une société désaccordée, mise en cause qui est en réalité celle de la science et de la culture, ne doivent pas dissimuler la réalité

du problème. Le besoin du retour à la nature, la crainte manifestée de la pollution, la fuite devant certaines formes d'urbanisation sont des formes de contestation, d'ailleurs exploitées comme telles, aussi bien que les manifestations de minorités anarchisantes prônant la destruction comme instrument de libération. Devant ces attitudes, je ne puis m'empêcher d'évoquer Jean-Jacques Rousseau. Il veut nous faire marcher à quatre pattes, disait Voltaire. Mais aujourd'hui c'est Voltaire qui est accusé et avec lui la foi dans l'esprit humain créateur de progrès indéfini.

Comment résoudre cette contradiction de l'homme lancé à corps perdu dans le progrès de la connaissance et paraissant se révolter en lui-même contre les séquences inéluctables de ce progrès ? La question, à mon sens, je l'ai dit en d'autres lieux, n'est ni économique, ni politique, ni sociale, elle est morale et métaphysique.

C'est dire que je n'ai pas la prétention d'apporter une solution. Mais je crois profondément que nous devons chercher à réconcilier les créations de l'intelligence avec les obscures et immuables exigences de l'instinct. Il serait absurde de prétendre arrêter le développement de la recherche scientifique et de ses applications, mais vain de ne pas admettre qu'il asservit en même temps qu'il libère. La science fait ainsi à son tour l'expérience d'une vérité qu'exprimait Bossuet quand il disait : « Il n'y a point de puissance humaine qui ne serve malgré elle à d'autres desseins que le sien. »

Concluons-en, messieurs, qu'il convient de se donner pour objectifs non seulement les progrès de la civilisation et de la culture, mais aussi leur adaptation permanente aux besoins primaires et essentiels de l'homme, dont les plus certains font appel sans doute à la coexistence nécessaire de l'unité et de la diversité, de l'ordre et de la liberté, du doute et de la certitude, du bonheur et de l'espérance, de l'orgueil et de l'humilité, de la volonté de se dépasser et de l'acceptation de ses limites.

Faute de quoi, qui voudrait faire l'ange ferait la bête et la barbarie dont je parlais finirait par apparaître non plus comme un danger mais comme un recours.

Dans la matinée du 4 novembre 1971, Georges Pompidou prononce ce discours lors du 25^e anniversaire de la fondation de l'UNESCO, dont le siège se trouve à Paris.

À cette occasion, il revient sur le thème de la crise de la société technologique. Face aux impasses de la modernité, l'art et la culture sont un moyen de redonner sens et valeur aux civilisations, toutes également porteuses de la même aspiration à l'universel.

L'INSTITUT GEORGES POMPIDOU, association reconnue d'utilité publique, assure la mémoire de l'action politique, économique, culturelle et sociale de Georges Pompidou, en partenariat étroit avec les Archives nationales. Il anime en particulier la recherche historique sur Georges Pompidou et étudie les mutations de la France des années 1960 et 1970.

Contact : Institut Georges Pompidou – 6 rue Beaubourg – 75004 Paris
recherche@georges-pompidou.org – <http://www.georges-pompidou.org>

Crédits photographiques : Claude et Georges Pompidou examinant un manuscrit ancien, Pakistan, février 1965 (collection privée Alain Pompidou)

